

N°5-8

BULLETIN D'INFORMATION ET RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS



DE LA PREFECTURE DE LA MARNE

du 23 mai 2019

AVIS ET PUBLICATION :

- PREFECTURE :
 - Cabinet
- SERVICES DECONCENTRES :
 - DDT

Ce recueil est consultable à la préfecture de la Marne, 1, rue de Jessaint 51000 Châlons-en-Champagne et dans les trois sous-préfectures (Reims, Epernay et Vitry-le-François), ainsi que sur le site internet de la préfecture www.marne.gouv.fr (rubrique - Publications).

SOMMAIRE

PREFECTURE DE LA MARNE

Cabinet

p 3

- Arrêté préfectoral du **22 mai 2019** portant encadrement des supporters du Paris Saint-Germain à l'occasion du match de football du 24 mai 2019 opposant le Stade de Reims au Paris Saint-Germain

SERVICES DECONCENTRES

Direction départementale des territoires de la Marne (D.D.T.)

p 6

- Arrêté préfectoral du **24 août 2018** portant application à la ville de Reims des dispositions de l'article L. 631-7 du code de la construction et de l'habitation relatives à l'autorisation préalable du changement d'usage des locaux destinés à l'habitation
- Arrêté préfectoral du **3 décembre 2018** portant application à la ville d'Épernay des dispositions de l'article L. 631-7 du code de la construction et de l'habitation relatives à l'autorisation préalable du changement d'usage des locaux destinés à l'habitation
- Arrêté préfectoral du **20 mai 2019** portant application aux communes de Châlons-en-Champagne, Cherville, Les Grandes-Loges, Haussimont, Juvigny, Saint-Etienne-au-Temple, Saint-Gibrien, Sommesous et Thibie des dispositions de l'article L. 631-7 du code de la construction et de l'habitation relatives à l'autorisation préalable du changement d'usage des locaux destinés à l'habitation
- Arrêté préfectoral du **15 mai 2019** modifiant la composition de la commission départementale de conciliation des rapports locatifs de la Marne



*Cabinet
Bureau de la sécurité intérieure*

**Arrêté préfectoral
portant encadrement des supporters du Paris Saint-Germain à l'occasion du match
de football du 24 mai 2019 opposant le Stade de Reims au Paris Saint-Germain**

Le Préfet de la Marne

VU le code pénal ;

VU le code du sport, en particulier l'article L332-16-2 relatif à la restriction d'aller et venir des personnes se prévalant de la qualité de supporter ou se comportant comme tel, lors d'une manifestation sportive ;

VU l'article L2214-4 du code général des collectivités territoriales ;

VU la loi du 2 mars 2010 renforçant la lutte contre les violences de groupes et la protection des personnes chargées d'une mission de service public ;

VU la loi n°79-587 du 11 juillet 1979 modifiée relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 17 décembre 2015 portant nomination de Monsieur Denis CONUS, préfet de la Marne et celui du 10 avril 2018 portant nomination de Mme Blandine GEORJON, directrice de cabinet ;

VU l'arrêté de délégation de signature du 25 mars 2019 à Mme Blandine GEORJON ;

CONSIDÉRANT qu'en vertu de l'article L332-16-2 du code du sport, il appartient au préfet, pour prévenir les troubles graves à l'ordre public et assurer la sécurité des personnes et des biens à l'occasion des manifestations sportives, de restreindre la liberté d'aller et venir des personnes se prévalant de la qualité de supporters ou se comportant comme tel, dont la présence au lieu d'une manifestation sportive est susceptible d'occasionner des troubles graves à l'ordre public ;

CONSIDÉRANT que l'équipe du Stade de Reims rencontrera celle de l'équipe du Paris Saint-Germain au stade Auguste Delaune le vendredi 24 mai 2019 à 17h ;

CONSIDÉRANT que 1 000 supporters parisiens dont 700 ultras se déplaceront le vendredi 24 mai ;

CONSIDÉRANT que la Délégation nationale de lutte contre le hooliganisme a classé le match en niveau 2 ;

CONSIDÉRANT qu'un réel contentieux oppose les supporters à risques rémois membres des groupes Ultrém 1995 et Mesos aux parisiens membres de la K-Soce Team et des Karsud, que ce dernier prend sa source lors de la saison 2015/2016 au cours de laquelle le 19 septembre 2015 à REIMS une rixe opposait les supporters rémois et parisiens dans un débit de boissons du centre-ville ; qu'un fonctionnaire de police était blessé au cours de cet affrontement ; que lors de cette rencontre une vingtaine de sièges était détériorée dans l'enceinte du stade rémois ;

CONSIDÉRANT qu'un second incident majeur, marqué par de violents affrontements entre supporters, est survenu le 16 avril 2016 sur la commune de SAINTE-SAVINE (10) en marge de la rencontre Troyes – Reims ; qu'en amont de la rencontre, un groupe d'une vingtaine d'ultras parisiens affiliés au Collectif Ultras Paris (CUP), appelés en renfort par les ultras troyens, faisait irruption dans le débit de boissons Le Victor situé à SAINTE-SAVINE ; que ces derniers, porteurs de vêtements sombres et le visage dissimulé, provoquaient une cinquantaine de supporters rémois, qu'une rixe éclatait entre les protagonistes qui s'affrontaient à coup de barres de fer et de briques récupérées sur un chantier ; que trois supporters rémois étaient blessés, dont un sérieusement ; que ce dernier présentait de nombreuses fractures au niveau du visage ;

CONSIDÉRANT la rencontre du 26 septembre 2018 à PARIS n'était émaillée d'aucun incident entre supporters en raison du boycott du déplacement par les ultras rémois ;

CONSIDÉRANT la faible distance séparant les deux villes, près de 1 000 supporters Parisiens, dont 600 à 700 ultras, effectueront le déplacement dans la Marne ;

CONSIDÉRANT que ces derniers, fervents utilisateurs d'engins pyrotechniques, ne manqueront pas de marquer cette dernière journée de championnat en faisant un usage massif de fumigènes et autres engins détonants ;

CONSIDÉRANT qu'en cas de rencontre, les supporters radicaux des deux clubs échangeront inévitablement des provocations pouvant entraîner des tensions voire des affrontements ;

CONSIDÉRANT que la mobilisation des forces de sécurité, même en nombre important, n'est pas suffisante pour assurer la sécurité des personnes et notamment celle des supporters eux-mêmes pour la rencontre du vendredi 24 mai 2019 ;

CONSIDÉRANT que, ce même jour, une manifestation du collectif « Reims Résistance Ecolo » est organisée à Reims où 700 manifestants sont attendus et que le lendemain, une autre manifestation pour le climat est organisée avec une prévision de 1 000 participants ; qu'ainsi, les forces de sécurité seront fortement mobilisées dans un délai de 24h ; qu'au surplus, les forces de sécurité doivent continuer à être maintenues sur l'ensemble du territoire, dans le cadre du plan Vigipirate toujours activé, en raison de la prégnance de la menace terroriste ; que par suite, compte tenu de l'ensemble de ces besoins, l'autorité de police ne dispose pas d'effectifs suffisants pour assurer la sécurisation du centre-ville de Reims ;

CONSIDÉRANT qu'il importe pour les mêmes raisons de procéder à l'accompagnement sous escorte policière des supporters de Parisiens acheminés par bus sur le trajet et des supporters venant en voitures, membres d'un club de supporters partant du péage de Thillois jusqu'au Stade Auguste Delaune à Reims ;

SUR proposition de la directrice de cabinet du préfet;

ARRETE

Article 1 :

Le vendredi 24 mai 2019, à compter de 19h00, les supporters parisiens devront obligatoirement emprunter le parcours suivant pour se rendre au Stade Auguste Delaune :

- sortie obligatoire A344 / traversée urbaine de Reims (TUR) (sortie n°23 « Reims centre »)
- demi-tour sur le Boulevard Louis Roederer en direction du Boulevard Maurice Noirot
- Boulevard Maurice Noirot
- Boulevard Paul Doumer
- Avenue du Général De Gaulle (par la bretelle menant au Pont De Gaulle),
- Stationnement parking visiteurs au stade Delaune (accès angle De Gaulle / Chaussée Bocquaine).

Article 2 :

Seuls les supporters munis d'une contre-marque pourront accéder au parking visiteurs du Stade Auguste Delaune ;

Article 3 :

Tout contrevenant à cette interdiction est passible d'une sanction pénale de six mois d'emprisonnement et d'une amende de 30 000 €.

Article 4 :

Mme la directrice de cabinet et M. le directeur départemental de la sécurité publique de la Marne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à M. le procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance de Reims, aux deux présidents de clubs.

Article 5 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Châlons-en-Champagne, le 22 mai 2019

Pour le Préfet,
La sous-préfète, directrice de Cabinet,


Blandine Georjon



Le Préfet de la Marne

Vu le code de la Construction et de l'Habitation, et notamment ses articles L. 631-7 à L.631-9,

Sur proposition du maire de la commune de Reims.

ARRETE

Article 1^{er} -

Les dispositions de l'article L. 631-7 du code de la construction et de l'habitation relatives à l'autorisation préalable du changement d'usage des locaux destinés à l'habitation sont rendues applicables à la commune de Reims.

Article 2 -

Le secrétaire général de la préfecture de la Marne et le directeur départemental des territoires de la Marne sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'État de la préfecture de la Marne.

Châlons-en-Champagne, le **24 AOÛT 2010**

Le Préfet,


Denis Chéreau



Le Préfet de la Marne

Vu le code de la Construction et de l'Habitation, et notamment ses articles L. 631-7 à L.631-9,

Sur proposition du maire de la commune d'Épernay.

ARRÊTE

Article 1^{er}

Les dispositions de l'article L. 631-7 du code de la construction et de l'habitation relatives à l'autorisation préalable du changement d'usage des locaux destinés à l'habitation sont rendues applicables à la commune d'Épernay.

Article 2 -

Le secrétaire général de la préfecture de la Marne et le directeur départemental des territoires de la Marne sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'État de la préfecture de la Marne.

Chalons-en-Champagne, le **03 DEC. 2018**

Le Préfet,


Denis Catus



Le Préfet de la Marne

Vu le code de la Construction et de l'Habitation, notamment ses articles L. 631-7 à L. 631-9,

Sur proposition des maires des communes de Châlons-en-Champagne, Cherville, Les Grandes-Loges, Haussimont, Juvigny, Saint-Etienne-au-Temple, Saint-Gibrien, Sommesous et Thibie,

Arrête :

Article 1^{er} :

Les dispositions de l'article L.631-7 du code de la construction et de l'habitation relatives à l'autorisation préalable du changement d'usage des locaux destinés à l'habitation sont rendues applicables aux communes de Châlons-en-Champagne, Cherville, Les Grandes-Loges, Haussimont, Juvigny, Saint-Etienne-au-Temple, Saint-Gibrien, Sommesous et Thibie.

Article 2 :

Le secrétaire général de la préfecture de la Marne et le directeur départemental des territoires de la Marne sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de l'État de la préfecture de la Marne.

Châlons-en-Champagne, le **20 MAI 2019**

Le Préfet de la Marne,

Denis COMUS





ARRETE MODIFIANT LA COMPOSITION
•DE LA COMMISSION DEPARTEMENTALE DE CONCILIATION
•DES RAPPORTS LOCATIFS DE LA MARNE

Préfet du Département de la Marne,

Vu la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986 modifiée tendant favoriser l'investissement locatif, l'accès à la propriété de logements sociaux, et le développement de l'offre foncière, et notamment ses articles 30, 31 et 43,

Vu la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs et portant modification de la loi n° 86-1290 du 23 décembre 1986, et notamment son article 20,

Vu la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové,

Vu le décret n° 2001-653 du 19 juillet 2001 relatif aux commissions départementales de conciliation,

Vu le décret n°2015-733 du 24 juin 2015 relatif aux commissions départementales de conciliation des litiges locatifs

Vu l'arrêté préfectoral en date du 31 janvier 2014, fixant la composition de la commission départementale de conciliation des rapports locatifs de la Marne,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 24 février 2016, modifiant la composition et le fonctionnement de la commission départementale de conciliation des rapports locatifs de la Marne,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 février 2017, relatif à la nomination des membres de la commission départementale de conciliation des rapports locatifs de la Marne,

Vu la circulaire n°2002-38 du 3 mai 2002 du Secrétaire d'État au Logement relative aux commissions départementales de conciliation,

Sur proposition de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : L'arrêté préfectoral du 20 février 2017, désignant les membres de la commission départementale de conciliation de la Marne, est modifié comme suit à l'article 1^{er} :

Est appelé à siéger au sein de la commission départementale de conciliation :

DANS LE COLLEGE DES BAILLEURS

- LES TITULAIRES :

Monsieur GENIN Jean-Claude
Chambre Syndicale des Propriétaires et Copropriétaires Immobiliers
du département de la Marne
2 B rue du Maréchal Tito
51000 CHALONS EN CHAMPAGNE

Madame DIDIER Laure
Club des Maîtres d'ouvrages
Le Foyer Rémois
8 rue Lanson
CS 10029
51722 REIMS CEDEX

Monsieur PHILIPPE Marc
Union des Constructeurs et Bailleurs Sociaux
Vitry Habitat
11 bis, rue de la Pépinière – BP 60032
51301 VITRY LE FRANCOIS CEDEX

- LES SUPPLEANTS :

Monsieur MOISY Michel
Chambre Syndicale des Propriétaires et Copropriétaires Immobiliers
du département de la Marne
8 boulevard Hippolyte Faure
51000 CHALONS EN CHAMPAGNE

Madame Héléne MONETTI
Union des Constructeurs et Bailleurs Sociaux
Renaissance Immobilière Châlonnaise
55 boulevard Hippolyte Faure
51000 CHALONS EN CHAMPAGNE

DANS LE COLLEGE DES LOCATAIRES

- LES TITULAIRES :

Monsieur Marc LEFEBVRE
Association Force Ouvrière Consommateurs
749 Les Sansonnets
Le Hamois
51300 VITRY LE FRANCOIS

Madame OTREB-LAURANT Georgette
Consommation, Logement et Cadre de Vie
19, rue du Général Sarrail
51200 EPERNAY

Monsieur BOURGEOIS Claude
Confédération Nationale du Logement
6, rue de Champagne
51000 CHALONS EN CHAMPAGNE

- LES SUPPLEANTS :

Monsieur Dominique BONNAIRE
Association Force Ouvrière Consommateurs
180, avenue des Alliés
51000 CHALONS EN CHAMPAGNE

Madame DAS NEVES Sandra
Union Départementale des Associations Familiales
18, rue de Burigny
51100 REIMS

Madame Catherine JACQUOT
Union Départementale des Associations Familiales
24, Grande Rue
51520 RECY

ARTICLE 2 : Les membres de la commission sont nommés jusqu'au 20 février 2020 (terme de l'arrêté du 20 février 2017 relatif à la nomination des membres de la commission départementale de conciliation des rapports locatifs).

ARTICLE 3 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Marne et Monsieur le Directeur Départemental des Territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin-recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Marne.

Châlons-en-Champagne, le 15 MAI 2019

Le Préfet du Département de la Marne,


Denis COMUS